

Burundi : le bureau de l'ONU fermera finalement le 31 mai

@rib News, 08/04/2021 – Source AFP Le bureau de l'envoyé spécial de l'ONU au Burundi, que ce pays voulait supprimer au 31 décembre 2020, fermera finalement le 31 mai, a annoncé dans une lettre récente au Conseil de sécurité le secrétaire général de l'Organisation.

Sujet éminemment politique, la présence de l'ONU au Burundi a suscité pendant des années des tensions entre l'Organisation et les autorités burundaises, qui contestaient le fait que leur pays soit sous observation du Conseil de sécurité. En novembre, le gouvernement burundais avait signifié à l'ONU que son bureau dans le pays serait "fermé et liquidé au 31 décembre 2020", rappelle le chef de l'ONU, Antonio Guterres, dans sa lettre publiée jeudi. "Il a ensuite accepté d'accorder le temps nécessaire pour que le processus se déroule conformément aux meilleures pratiques et dans le plein respect des règles et règlements de l'Organisation", ajoute-t-il. Après des concertations en janvier et février, "le secrétariat (des Nations unies) et le gouvernement burundais sont convenus que le bureau de l'envoyé spécial fermerait le 31 mai 2021 et que sa liquidation serait achevée le 30 juin 2021", indique Antonio Guterres. En 2020, le chef de l'ONU avait réclamé le maintien de ce bureau au Burundi pour un an supplémentaire. Dans une déclaration adoptée à l'unanimité, le Conseil de sécurité avait appelé en fin d'année dernière le Burundi "à coopérer" avec l'ONU en faveur de la conciliation nationale et d'un Etat de droit. "Il y a un travail important à faire pour faire progresser la conciliation nationale, la promotion de l'Etat de droit et d'un système judiciaire indépendant et efficace", avait notamment souligné le Conseil dans sa déclaration. Il avait aussi jugé nécessaire de faire ce travail pour "la préservation de l'espace démocratique et le respect des libertés fondamentales, telles que la liberté d'expression, y compris pour les membres de la presse et les acteurs de la société civile, consolidation de la paix, cohésion sociale et développement", en s'inquiétant de la poursuite de violations des droits humains. Après la fermeture du bureau de l'ONU, le Burundi devrait continuer à être suivi par les Nations unies via leur envoyé spécial pour la région des Grands Lacs, le Chinois Huang Xia. En 2015, le Burundi avait été plongé dans une crise politique meurtrière marquée par des violations massives des droits humains, déclenchée par la volonté du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat controversé. Le général Ndayishimiye a été élu le 20 mai 2020 à la tête du pays, succédant à Pierre Nkurunziza, démis le 9